

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/202971]

2 MAI 2013. — Décret relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent décret vise à octroyer, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, un incitant financier à certaines entreprises pour l'engagement de travailleurs, conformément au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*, ci-après dénommé le « Règlement *de minimis* ».

Art. 2. § 1^{er}. L'entreprise peut bénéficier d'un incitant financier pour un nouvel engagement, ci-après dénommé l'incitant financier, si elle répond aux conditions suivantes :

1° être une personne physique ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante ou une personne morale constituée sous la forme d'une société commerciale ou d'un groupement européen d'intérêt économique;

2° être une micro-entreprise ou une petite entreprise au sens de l'article 2 *sub* 1) ou 2) de l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommé le « R.G.E.C. »;

3° avoir une unité d'exploitation de l'entreprise située en Région wallonne de langue française;

4° être une entreprise dite « autonome » au sens de l'article 3 de l'annexe 1^{re} du Règlement CE n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008, c'est-à-dire être une entreprise qui :

a) n'a pas de participation de 25 % ou plus dans une autre entreprise;

b) n'est pas détenue directement à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou un organisme public, ou conjointement par plusieurs entreprises liées ou collectivités publiques, à l'exception des catégories d'investisseurs suivants, pour autant que ceux-ci ne soient pas liés, à titre individuel ou conjointement, à l'entreprise concernée :

1) les sociétés publiques de participation, les sociétés de capital à risque, les personnes physiques ou les groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement à risque qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse (business angels), pourvu que le total de l'investissement desdits business angels dans une même entreprise n'excède pas 1.250.000 euros;

2) les universités ou centres de recherches à but non lucratif;

3) les investisseurs institutionnels, y compris le fonds de développement régional;

4) les autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5 000 habitants.

Les entreprises peuvent établir une déclaration relative à leur qualification d'entreprise autonome, même si la dispersion du capital ne permet pas de savoir précisément qui la détient, l'entreprise déclarant de bonne foi qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises liées entre elles ou à travers des personnes physiques ou des groupes de personnes physiques.

Le Gouvernement peut préciser ou étendre les catégories d'investisseurs visés au point b).

Pour l'application du point b), 1), on entend par :

a) « sociétés publiques de participation » : les sociétés publiques d'investissement, à savoir la Société nationale d'Investissement, la Société régionale d'Investissement de Wallonie, la « Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen », la Société régionale d'Investissement de Bruxelles-Capitale et leurs filiales en ce compris la Société de gestion et de participation;

b) « sociétés de capital à risque » : les sociétés d'investissement qui mettent à la disposition d'entreprises des fonds investis sous forme de fonds propres ou quasi-fonds propres, et notamment sous la forme de participation ou d'emprunts subordonnés quel que soit le montant;

c) « les investisseurs institutionnels » : les banques à l'exception de la Société de gestion et de participation et de la Caisse d'Investissement wallonne, les compagnies d'assurances et fonds de placement, à condition qu'ils ne détiennent pas plus de 49 % du capital social de l'entreprise;

d) autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5 000 habitants : les communes, les centres publics d'action sociale (C.P.A.S.), les associations de communes, les associations de C.P.A.S., les provinces, les associations de provinces, en ce compris les associations sans but lucratif créées par une autorité locale (commune, C.P.A.S., associations de communes, associations de C.P.A.S.) dans un but d'intérêt général et dont l'organe social (CA) est composé majoritairement de représentants du Collège ou du Conseil communal qui siègent à ce titre et qui est contrôlé indirectement par une collectivité publique, les agences locales pour l'emploi, les régies de quartier et les associations de développement local.

§ 2. L'entreprise ne peut pas bénéficier d'un incitant financier s'il s'agit :

1° d'une entreprise appartenant à l'un des secteurs exclus du bénéfice des aides d'état conformément au Règlement des aides *de minimis* ou des secteurs suivants :

a) le secteur bancaire et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier, repris aux classes 64.11 à 68.322, 81.100 de la nomenclature d'activités élaborée par l'Institut national de Statistiques imposé par le Code NACE BEL 2008;

b) le secteur de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables, repris aux classes 05.100 à 09.900, 20.130, 21.209, 24.460, 38.222, 35.1 à 35.3 et 36.000 du Code NACE BEL 2008;

c) le secteur de l'enseignement et de la formation, repris aux classes 85.10 à 85.5 du Code NACE BEL 2008, ainsi que toute société dont l'activité est la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires quels qu'ils soient, à l'exception des employeurs visés au § 1^{er}, 2°;

d) le secteur de la santé et des soins de santé, repris aux classes 86.1 à 87.9 du Code NACE BEL 2008, y compris les laboratoires d'analyses médicales, les maisons de repos ou homes pour personnes âgées et les professions de type paramédical telles que assistance en pharmacie, audiologie, diététique, ergothérapie, imagerie médicale, kinésithérapie et physio-technique, logopédie, orthèse, bandage et prothèse, optométrie et optique, orthoptie, podologie et prothèse dentaire, à l'exception des activités de crèches et de garderies d'enfants du Code NACE BEL 88.911;

e) le secteur des sports, des loisirs et la production de produits culturels, repris aux classes 59.11 à 60.2, 79.9 et 90.0, 91, 93 du Code NACE BEL 2008, à l'exception des parcs d'attractions, des villages de vacances et des exploitations touristiques;

f) le secteur des services aux particuliers, tels que les activités d'intermédiaires du commerce en gros visées aux classes 51.11 à 51.19 du Code NACE BEL 2008, du commerce de détail visé aux classes 50.10 à 50.50 et 52.11 à 52.74 du Code NACE BEL 2008 sauf s'ils occupent au maximum cinq travailleurs calculés en équivalents temps plein;

g) le secteur de la grande distribution, à l'exception des centres de distribution;

h) le secteur de la location de biens mobiliers visés aux classes 77.11 à 77.3 du Code NACE BEL 2008;

i) le secteur des entreprises d'exploitation de parkings;

j) le secteur des agences de voyage, visé à la classe 79.1 du Code NACE BEL 2008.

Le Gouvernement peut préciser ou étendre les exclusions visées au point 1°;

2° d'une entreprise en difficulté à savoir une entreprise qui remplit les conditions suivantes :

a) s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, lorsque plus de la moitié de son capital social a disparu, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois, ou

b) s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, ont disparu, plus du quart de ces fonds ayant été perdus au cours des douze derniers mois, ou

c) pour toutes les formes d'entreprise, lorsqu'elle remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité.

Une entreprise constituée en société depuis moins de trois ans n'est pas considérée comme étant en difficulté en ce qui concerne cette période, à moins qu'elle ne remplisse les conditions énoncées au littéra c) du point 2° de l'alinéa 1^{er}.

Art. 3. L'incitant financier est octroyé à l'entreprise qui souhaite engager des demandeurs d'emploi inoccupés ou occupés pendant leur période de préavis dû à un licenciement du chef de l'employeur et qui sont inscrits, en tant que tels, auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Le demandeur d'emploi inoccupé ne peut avoir été engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée, hormis le cas du contrat de remplacement, avec l'entreprise dans les douze mois qui précèdent la dernière inscription auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé l'Office.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1^{er} est appréciée la veille de leur engagement au sein de l'entreprise bénéficiaire de l'incitant financier. Le demandeur d'emploi ne peut dépasser un régime de travail égal à temps plein.

Art. 4. Le Gouvernement peut adapter le champ d'application à d'autres employeurs bénéficiaires, en fonction de l'évolution des modifications des législations de référence nationales et européennes en lien direct avec le présent décret, dont les modifications qui seraient apportées aux règles européennes qui régissent les aides *de minimis*.

CHAPITRE II. — Modalité d'octroi et liquidation de l'aide

Art. 5. § 1^{er}. L'incitant financier peut être octroyé, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, pour une durée maximale de trois ans à dater de l'engagement d'un demandeur d'emploi visé à l'article 3, sous la forme d'une subvention fixée de manière dégressive comme suit :

a) € 10.000 pour la première année;

b) € 7.500 pour la deuxième année;

c) € 5.000 pour la troisième année.

Lorsque la durée de l'octroi de l'incitant financier est inférieure à trois ans et que l'entreprise sollicite une prolongation de celle-ci ou introduit ultérieurement une nouvelle demande d'incitant financier n'entraînant pas d'augmentation du volume de l'emploi, celui-ci peut être octroyé au maximum pour le solde restant de la durée de trois ans et selon les modalités de dégressivité visées à l'alinéa 1^{er}. Toute demande de prolongation de l'incitant financier doit être introduite par l'entreprise au moins trois mois avant l'expiration de la durée fixée dans la décision initiale, dans la forme et selon les modalités fixées à l'article 8, § 1^{er}.

§ 2. L'incitant financier est majoré annuellement d'un montant de € 2.500 lorsque cet engagement concerne :

1° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui, à la date de l'engagement, a moins de trente ans accomplis;

2° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui, à la date de l'engagement, n'a pas été mis au travail dans une période calculée six mois après la fin de l'accompagnement individualisé prévu par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé et au dispositif de coopération;

3° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui, à la date de l'engagement, a cinquante ans ou plus;

4° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui, à la date de l'engagement, n'est pas titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré;

5° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui a été enregistré auprès de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées et a fait l'objet d'une décision d'intervention de la part de celle-ci;

6° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 qui, à la date de l'engagement, fait partie des trois premiers engagements réalisés par l'entreprise;

7° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 dont l'engagement favorise la croissance économique de l'entreprise soit par la modernisation de techniques de management, soit par le soutien à l'exportation de production de biens et de services wallons, soit par l'amélioration significative de produits, de techniques de production, de procédés et de services au travers du développement de technologies innovantes ou de la recherche appliquée;

8° un demandeur d'emploi visé à l'article 3 dont l'engagement vise à améliorer significativement l'évolution du fonctionnement ou de l'activité de l'entreprise vers le développement durable.

§ 3. En cas de cumul des critères visés au § 2, à l'exception du 7° et du 8° qui ne peuvent être cumulés entre eux, l'incitant financier visé au § 1^{er} est majoré annuellement d'un montant maximum de € 5.000 par an et par travailleur, sans que l'ensemble des montants des incitants annuels ne dépasse 55.000 euros par entreprise par année fiscale.

§ 4. Par dérogation à l'article 3, et à l'exclusion de l'application des majorations prévues aux §§ 2 et 3, le Gouvernement peut octroyer l'incitant financier visé au § 1^{er} pour l'engagement d'un demandeur d'emploi occupé et répondant aux conditions du § 2, 6^o, pour une durée maximale de trois ans, sous la forme d'une subvention fixée de manière dégressive comme suit :

- a) € 7.500 pour la première année;
- b) € 5.000 pour la deuxième année;
- c) € 2.500 pour la troisième année.

§ 5. Le Gouvernement peut adapter les montants de l'incitant financier, en ce compris le montant à ne pas dépasser par entreprise fixée au § 3, et les catégories de bénéficiaires en fonction des disponibilités budgétaires et du rapport d'évaluation prévu à l'article 17 et de l'évolution des modifications des législations nationales et européennes en lien direct avec le présent décret, dont les modifications apportées aux règles européennes qui régissent les aides *de minimis*.

§ 6. L'incitant financier, majoré le cas échéant, en application du § 2, est calculé et liquidé en fonction du régime de travail presté par les travailleurs engagés pendant la durée de la décision d'octroi de l'incitant financier, et ce, au regard d'une occupation à temps plein pendant un an. Si l'occupation est à temps partiel, l'incitant financier est liquidé proportionnellement au taux d'occupation effective par rapport au taux d'occupation à temps plein.

Art. 6. Les montants des incitants financiers sont indexés, en janvier de chaque année, en multipliant les montants de l'année précédente (n-1) par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente (n-1), divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente (n-2).

Cette indexation ne peut pas être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours afférent à l'aide.

Art. 7. L'incitant financier octroyé à l'entreprise par travailleur ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par l'entreprise pour ce travailleur.

Par coût effectivement supporté par l'employeur, on entend toute dépense effectuée par l'employeur en raison d'une obligation légale, réglementaire ou émanant d'une convention collective de travail rendue obligatoire comprenant notamment :

- 1^o la rémunération brute du travailleur pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées, déduction faite des remboursements de tiers;
- 2^o les pécules de vacances légalement dus sur ces prestations;
- 3^o la prime de fin d'année;
- 4^o les charges patronales de sécurité sociale (ONSS, O.N.V.A.) et les cotisations spécifiques, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'employeur;
- 5^o les frais de transport pour le domicile-lieu de travail.

Sont exclus les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le travailleur pour compte de l'employeur, les frais de secrétariat social et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971, les frais de médecine du travail, la quote-part patronale des titres-repas, les libéralités et gratifications.

L'aide octroyée aux employeurs respecte les règles de cumul d'aides du Règlement *de minimis*.

Art. 8. § 1^{er}. L'entreprise qui souhaite solliciter l'octroi de l'incitant financier adresse une demande à la Direction de la Promotion de l'Emploi du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie, ci-après dénommée l'administration, par voie électronique au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, et selon les modalités qu'il détermine. L'entreprise peut envoyer sa demande sous format papier selon les modalités fixées par l'administration.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande dans les cinq jours de la réception de celle-ci. Si la demande est incomplète, l'administration en avise dans le même délai le demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou informations demandés. A défaut, l'administration informe le demandeur qu'elle classe sa demande sans suite. Le demandeur peut, sur demande motivée, solliciter une prolongation du délai pour fournir les documents complémentaires.

§ 3. Lorsque la demande est complète, l'administration vérifie la recevabilité de celle-ci.

Pour être déclarée recevable, la demande doit répondre aux conditions d'accès visées aux articles 2 et 3 et ne pas conduire à un dépassement des montants prévus à l'article 2, § 2, du Règlement *de minimis*.

En cas d'irrecevabilité, l'administration en informe l'entreprise et classe la demande sans suite et ce, dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande complète.

Lorsque la demande est déclarée recevable, l'administration instruit la demande et transmet au Ministre le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision dûment motivée dans les vingt jours de la réception de la demande complète.

§ 4. Le Ministre prend une décision motivée d'octroi ou de refus dans les quinze jours qui suivent la réception du dossier complet envoyé par l'administration.

L'administration est chargée, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle, de notifier cette décision à l'entreprise par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, et en avertit l'Office par voie électronique.

Art. 9. L'incitant financier annuel est liquidé par l'Office par tranche trimestrielle, le premier trimestre commençant à courir à dater de l'engagement du demandeur d'emploi.

Chaque tranche trimestrielle est liquidée avant la fin du premier mois du trimestre suivant, après vérification par l'Office des éléments suivants :

- 1^o les conditions d'accès visées aux articles 2 et 3 sont toujours respectées;
- 2^o l'engagement du demandeur d'emploi inoccupé a été effectué et l'occupation est toujours en cours;
- 3^o les conditions de majorations visées à l'article 5, § 2, sont remplies, le cas échéant;
- 4^o les obligations de l'employeur visées aux articles 10 et 11 sont respectées.

Les documents attestant les éléments prévus à l'alinéa 1^{er}, dont notamment la copie du contrat de travail du demandeur d'emploi, sont déterminés par le Ministre et selon un modèle qu'il définit. Ces documents doivent être transmis à l'Office avant le quinzième jour après la fin du trimestre pour lequel la tranche est liquidée.

L'aide indûment versée est récupérée conformément à l'article 14, § 2, alinéa 5.

CHAPITRE III. — Obligations des entreprises

Art. 10. § 1^{er}. L'entreprise qui a bénéficié d'une décision d'octroi de l'incitant financier respecte les conditions suivantes :

1° engager un demandeur d'emploi inoccupé tel que visé à l'article 3 dans les liens d'un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, conclu à temps plein ou à temps partiel égal au moins à un mi-temps, pour une durée déterminée ou indéterminée dans une unité d'exploitation de l'entreprise située en Région wallonne de langue française;

2° lui octroyer, sans préjudice d'une rémunération conventionnelle, qui lui serait plus favorable, une rémunération au moins égale à celle fixée par les conventions collectives de travail conclues, selon le cas, au niveau interprofessionnel, sectoriel, sous-sectoriel ou au niveau de l'entreprise, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres avantages applicables dans l'entreprise;

3° satisfaire aux obligations prévues :

a) par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

b) par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

c) par les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 2. L'entreprise est tenue, en outre :

1° de maintenir le nombre de travailleurs engagés, calculé en nombre d'équivalents temps plein par rapport à la moyenne de l'effectif de référence établi durant les quatre trimestres qui précèdent l'introduction de la demande d'octroi de l'incitant financier;

2° d'augmenter l'effectif de référence d'un équivalent temps plein prévu par la décision d'octroi pendant le double de la durée fixée dans cette décision;

3° d'avertir l'administration en cas de diminution de l'effectif de référence.

Par effectif de référence, on entend l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale dans les catégories ONSS suivantes, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'ONSS :

1° ouvriers temporaires dans l'horticulture et l'agriculture et ouvriers occasionnels dans l'Horeca : code 010;

2° ouvriers de catégorie spéciale à déclarer sur base des rémunérations forfaitaires, à l'exclusion des apprentis : code 011;

3° ouvriers handicapés, à l'exclusion des apprentis : code 012;

4° ouvriers de catégorie ordinaire, à l'exclusion des apprentis : code 014;

5° ouvriers et assimilés, à l'exclusion des apprentis : code 015;

6° employés occasionnels dans l'Horeca : code 490;

7° employés handicapés, à l'exclusion des apprentis : code 492;

8° employés ordinaires, à l'exclusion des apprentis : code 495;

9° employés occasionnels : code 496.

L'effectif de référence est fixé dans la décision d'octroi de l'incitant financier.

Le Gouvernement peut adapter les catégories ONSS énoncées à l'alinéa 2 en fonction de l'évolution des modifications des législations de référence nationales et européennes en lien direct avec le présent décret.

S'il s'avère que le niveau de l'emploi ne peut être respecté en raison d'un cas fortuit ou de difficultés économiques jugées importantes pour la survie de l'entreprise, le Ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, sur demande motivée de l'entreprise, déroger à la condition de maintien ou d'augmentation de l'effectif de référence, pour une durée déterminée d'un an, renouvelable éventuellement. A défaut, une procédure de sanction peut être initiée conformément à l'article 14.

Art. 11. L'engagement du travailleur peut être réalisé dès la notification de la décision d'octroi de l'incitant financier et, au plus tard, dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de cette décision.

En cas de remplacement, le travailleur est engagé dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation du travailleur qu'il remplace. Le Ministre détermine les modalités d'octroi des majorations en cas de remplacement.

Tout engagement réalisé au-delà de ces délais ne donne pas lieu à la liquidation de l'incitant financier pour le travailleur concerné.

Art. 12. En cas de fusion, scission par absorption d'entreprise ou de fusion, scission par constitution d'une entreprise nouvelle, l'aide financière, ainsi que les droits et obligations liés à cette aide, sont transférés à l'entreprise reprenneuse pour autant que celle-ci réponde elle-même aux conditions d'accès de l'incitant financier.

CHAPITRE IV. — Contrôle et sanctions

Art. 13. En cas d'absence d'engagement du travailleur ou de remplacement du travailleur définitivement sorti de son entreprise dans un délai de six mois tel que visé à l'article 11, l'Office adresse à l'employeur, au plus tard le dixième jour du cinquième mois qui suit la prise de cours du délai de six mois consécutifs, un courrier ayant date certaine qui lui rappelle ses obligations et le délai dans lequel il doit se conformer à celles-ci.

A l'issue de ce délai de six mois et après avoir adressé le courrier visé au premier alinéa, l'Office notifie par envoi ayant date certaine à l'entreprise la perte de l'octroi de l'incitant financier.

Art. 14. § 1^{er}. En cas de non-respect des obligations édictées par le présent décret, le Ministre peut décider, après un avertissement notifié par lettre recommandée par l'administration, et après l'audition visée au § 2, de :

1° suspendre tout ou partie de l'incitant financier pendant un délai permettant à l'entreprise de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° mettre fin à la décision d'octroi ou de refuser de liquider tout ou partie de cet incitant financier;

3° demander le remboursement de tout ou partie de cet incitant financier et des frais y afférents, notamment dans l'hypothèse du cumul des aides avec d'autres dispositifs à finalités identiques. En cas de remboursement partiel de l'incitant financier, celui-ci est proportionnel aux infractions constatées.

Le non-respect des obligations est attesté par les renseignements fournis par l'administration, l'Office ou par les personnes chargées de la surveillance et du contrôle conformément à l'article 16 du présent décret.

§ 2. Le courrier d'avertissement invite l'entreprise à faire part de ses observations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

A sa demande, la personne concernée peut être entendue par un comité, composé de quatre membres de l'administration désignés par le Ministre, dans un délai de trente jours à dater de la demande.

L'administration transmet le dossier, accompagné de l'avis du comité le cas échéant, au Ministre pour décision dans les vingt jours de la réception des observations ou de l'audition si celle-ci a eu lieu.

L'administration notifie, par envoi ayant date certaine, la décision visée au § 1^{er} à l'entreprise concernée et, par voie électronique, à l'Office.

L'Office est chargé de récupérer les sommes indûment versées par toutes voies de droit, en ce compris le mécanisme de compensation.

§ 3. L'entreprise peut bénéficier d'un plan d'apurement si elle en adresse une demande à l'Office par envoi ayant date certaine et dans les conditions fixées par le Ministre.

En cas de non-respect des échéances prévues dans un plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée conformément au § 2, alinéa 5.

Art. 15. Le Ministre contrôle le respect et les obligations prévues par le présent décret au regard du respect des aides *de minimis* et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer l'administration de l'octroi d'autres aides *de minimis* qu'il a reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours.

Art. 16. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés selon les modalités prévues par ou en vertu du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 17. Dans l'intitulé du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, les mots « *et du secteur marchand* » sont supprimés.

Les articles 5, 6, alinéa 2, 19, 19bis, 21, alinéa 6, 50, alinéa 2, et 51 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, pour ce qui concerne le secteur marchand uniquement, sont abrogés.

Aux articles 1^{er}, 6, alinéa 1^{er}, 14, 24, alinéa 5, les mots « articles 2 à 5 » sont remplacés par les mots « articles 2 à 4 ».

Art. 18. Les décisions d'octroi prises en ce qui concerne les employeurs visés à l'article 5 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, avant l'entrée en vigueur du présent décret mais qui produisent leurs effets après cette entrée en vigueur, continuent à être soumises aux dispositions du décret du 25 avril 2002 précité. Ces décisions ne font pas l'objet d'un renouvellement au sens de l'article 2 de l'arrêté du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 précité.

Art. 19. Le Gouvernement transmet au Parlement wallon, tous les deux ans, selon les modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret. En outre, un registre annuel des entreprises bénéficiaires et du nombre des demandeurs d'emploi engagés par catégorie sera transmis annuellement au Gouvernement wallon. Ce registre sera ensuite anonymisé pour transmission au Parlement wallon.

Art. 20. Tant que l'effectif de référence visé à l'article 10 n'est pas fixé sur base des données obtenues par le biais de sources authentiques, l'effectif est fixé, selon les modalités définies par le Ministre, par une attestation d'un secrétariat social agréé relative à la moyenne annuelle des travailleurs exprimée en équivalents temps plein, occupés par l'employeur au cours des quatre trimestres précédant la date de réception de la demande par l'administration ou, à défaut, par une attestation équivalente de l'ONSS.

Art. 21. Les délais prévus dans le présent décret sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Par dérogation au principe énoncé à l'alinéa précédent, les délais de procédure d'octroi et d'engagement fixés par le présent décret sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août.

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent décret.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 775 (2012-2013), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2013.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/202971]

2 MEI 2013. — Decreet betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Voorwerp en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet beoogt de toekenning binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten van een financiële incentive aan sommige ondernemingen voor de indienstneming van werknemers overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag over de *minimis*-steun, hierna de "*minimis*-Verordening," genoemd.

Art. 2. § 1. De onderneming kan een financiële incentive, hierna de "financiële incentive" genoemd, voor een nieuwe indienstneming genieten indien ze de volgende voorwaarden vervult :

1° een natuurlijke persoon zijn die de hoedanigheid van handelaar heeft of die een zelfstandig beroep uitoefent of een rechtspersoon zijn, opgericht in de vorm van een handelsvennootschap of van een Europese groepering van economisch belang;

2° een micro-onderneming of een kleine onderneming zijn in de zin van artikel 2 *sub* 1) of 2) van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), hierna de "R.G.C.E." genoemd;

3° een bedrijfseenheid van de onderneming hebben die gelegen is in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest;

4° een "zelfstandige" onderneming zijn in de zin van artikel 3 van bijlage I bij Verordening EG nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008, namelijk een onderneming die :

a) geen participatie van 25 % of meer heeft in een andere onderneming;

b) niet rechtstreeks ter hoogte van 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht in handen is van een onderneming of een openbare instelling of van meerdere gebonden ondernemingen of openbare collectiviteiten, met uitzondering van de categorieën van de volgende beleggers voor zover ze niet individueel of samen gebonden zijn aan de betrokken onderneming :

1) de openbare participatiemaatschappijen, de maatschappijen met risicodragend kapitaal, de natuurlijke personen of de groepen van natuurlijke personen met een regelmatige activiteit betreffende de investering in risicokapitaal die eigen fondsen investeren in ondernemingen die ter beurze worden genoteerd (business angels) voor zover het totaal van de investering van deze business angels in eenzelfde onderneming niet hoger is dan 1.250.000 euro;

2) de universiteiten of de onderzoekscentra zonder winstoogmerk;

3) de institutionele beleggers, met inbegrip van het gewestelijke ontwikkelingsfonds;

4) de plaatselijke autonome overheden met een jaarlijkse begroting lager dan 10 miljoen euro en met minder dan 5 000 inwoners.

De ondernemingen kunnen een aangifte met betrekking tot hun kwalificatie als autonome onderneming opmaken zelfs als de kapitaalspreiding het niet mogelijk maakt om precies te weten wie ze bezit, waarbij de onderneming te goeder trouw verklaart dat ze legitiem kan aannemen dat ze niet tegen 25 % of meer in handen is van een onderneming of verschillende ondernemingen gebonden onder elkaar of van natuurlijke personen of groepen van natuurlijke personen.

De Regering kan de categorieën beleggers die bedoeld zijn in punt b) nader bepalen of uitbreiden.

Voor de toepassing van punt b), 1), wordt verstaan onder :

a) "openbare participatiemaatschappijen" : de openbare investeringsmaatschappijen, namelijk de Nationale Investeringsmaatschappij, de "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië); de "Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Vlaanderen", de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel en hun dochtermaatschappijen met inbegrip van de Beheers- en participatiemaatschappij;

b) "maatschappijen met risicodragend kapitaal" : de investeringsmaatschappijen die middelen, geïnvesteerd in de vorm van eigen middelen of semi-eigen middelen en meer bepaald in de vorm van ondergeschikte participaties of leningen, ongeacht het bedrag, ter beschikking van ondernemingen stellen;

c) "institutionele beleggers" : de banken met uitzondering van de Beheers- en participatiemaatschappij en de "Caisse d' Investissement de Wallonie" (Investeringskas voor Wallonië), de verzekeringsmaatschappijen en de beleggingsfondsen op voorwaarde dat ze niet meer dan 49 % van het maatschappelijk kapitaal van de maatschappij bezitten;

d) plaatselijke autonome overheden met een jaarlijkse begroting lager dan 10 miljoen euro en met minder dan 5 000 inwoners : de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (O.C.M.W.), de verenigingen van gemeenten, de verenigingen van O.C.M.W.'s, de provincies, de verenigingen van provincies, met inbegrip van de verenigingen zonder winstoogmerk opgericht door een plaatselijke overheid (gemeente, O.C.M.W., verenigingen van gemeenten, verenigingen van O.C.M.W.'s) met een doel van algemeen belang en waarvan het maatschappelijk orgaan in meerderheid bestaat uit vertegenwoordigers van het gemeentecollege of van de gemeenteraad die in die hoedanigheid zitting hebben en dat onrechtstreeks gecontroleerd wordt door een openbare collectiviteit, de plaatselijke agentschappen voor tewerkstelling, de buurtregieën en de verenigingen voor plaatselijke ontwikkeling.

§ 2. De onderneming mag geen financiële incentive genieten als het gaat om :

1° een onderneming die behoort tot één van de sectoren die overeenkomstig de "R.G.C.E." niet in aanmerking komen voor de staatsteun, of tot de volgende sectoren :

a) de banksector en de andere financiële instellingen, de verzekeringen- en vastgoedsector vermeld in de klassen 64.11 tot 68.322 van de nomenclatuur van de activiteiten opgemaakt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek en opgelegd door de Code NACE BEL 2008;

b) de sector van de productie en van de energie- en watervoorziening met uitzondering van de productie van alternatieve en hernieuwbare energieën, vermeld in de klassen 05.100 tot 09.900, 20.130, 21.209, 24.460, 38.222, 35.1 tot 35.3 en 36.000 van de Code NACE BEL 2008;

c) de sector van het onderwijs en de vorming, vermeld in de klassen 85.10 tot 85.5 van de Code NACE BEL 2008 alsmede elke maatschappij waarvan de activiteit het geven van vormingscursussen of de organisatie van allerlei seminaria is, met uitzondering van de werknemers bedoeld in § 1, 2°;

d) de gezondheids- en gezondheidszorgsector vermeld in de klassen 86.1 tot 87.9 van de Code NACE BEL 2008, met inbegrip van de laboratoria voor medische analyses, de rustoorden of bejaardentehuizen en de beroepen van het paramedisch type zoals apothekersassistentie, audiologie, diëtetiek; ergotherapie, medische beeldvorming, kinesitherapie en fysiotherapie, logopedie, orthese bandage en prothese, optometrie en optiek, orthopsie, podologie en tandprothese met uitzondering van de activiteiten van de kinderdagverblijven en crèches van de Code NACE BEL 88.911;

b) de sport-, vrijetijdsbestedings- en cultuursector, vermeld in de klassen 59.11 tot 60.2, 79.9 en 90.0, 91, 93, van de Code NACE BEL 2008, met uitzondering van de pretparken, de vakantie dorpen en de toeristische inrichtingen;

f) de sector van de diensten aan particulieren, zoals activiteiten van handelsbemiddeling in groothandel vermeld in de klassen 51.11 tot 51.19 van de Code NACE BEL 2008, van de detailhandel vermeld in de klassen 50.10 tot 50.50 en 52.11 tot 52.74 van de Code NACE BEL 2008 behalve indien maximum vijf werknemers berekend in voltijds equivalenten tewerkgesteld worden;

g) de sector van de grote distributie, met uitzondering van de distributiecentra;

h) de sector van verhuur van roerend goed vermeld in de klassen 77.11 tot 77.3 van de Code NACE BEL 2008;

i) de sector van de ondernemingen die parkings uitbaten;

h) de sector van de reisbureaus vermeld in klasse 79.1 van de Code NACE BEL 2008;

De Regering kan de in punt 1^o bedoelde uitsluitingen nader bepalen of uitbreiden;

2^o een onderneming in moeilijkheden, namelijk een onderneming die de volgende voorwaarden vervult :

a) als het gaat om een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, wanneer meer dan de helft van haar maatschappelijk kapitaal verdwenen is, waarbij meer dan de vierde van dit kapitaal tijdens de laatste twaalf maanden verloren is, of

a) als het gaat om een vennootschap waarvan sommige vennoten een beperkte aansprakelijkheid hebben voor de schulden van de vennootschap, wanneer meer dan de helft van de eigen fondsen, zoals ze aangerekend worden in de rekeningen van de vennootschap, zijn verdwenen, waarbij meer dan de vierde van die fondsen tijdens de laatste twaalf maanden verloren zijn, of

c) voor alle ondernemingsvormen, wanneer ze volgens het nationaal recht dat erop toepasselijk is, de voorwaarden van de inschrijving tot een gemeenschappelijke insolventieprocedure vervult.

Een onderneming die als een vennootschap sinds minder dan drie jaar is opgericht, wordt voor die periode niet beschouwd als een onderneming in moeilijkheden tenzij ze de in littera c) van punt 2^o, van het eerste lid bedoelde voorwaarden vervult.

Art. 3. De financiële incentive wordt verleend aan de onderneming die werkzoekenden in dienst wil nemen, die tijdens hun opzeggingstermijn te wijten aan een ontslag van de werkgever al dan niet tewerkgesteld waren, en die als dusdanig ingeschreven zijn bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling). De niet-werkende werkzoekende mag niet in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur, behalve het geval van de vervangingsovereenkomst, met de onderneming in dienst zijn genomen binnen twaalf maanden vóór de laatste inschrijving bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", hierna de Dienst genoemd.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt de dag vóór hun aanwerving binnen de onderneming die de financiële incentive geniet, beoordeeld. De arbeidsregeling van de werkzoekende mag niet langer zijn dan een voltijdse arbeidsregeling.

Art. 4. De Regering kan het toepassingsgebied aanpassen aan andere in aanmerking komende werkgevers naar gelang van de ontwikkeling van de wijzigingen van de nationale en Europese referentiewetgevingen die rechtstreeks verband houden met dit decreet, waaronder de wijzigingen die in de Europese regels die de minimis-steun regelen aangebracht zouden worden.

HOOFDSTUK II. — Modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de steun

Art. 5. § 1. De financiële incentive kan binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten voor maximum drie jaar te rekenen van de aanwerving van een werkzoekende bedoeld in artikel 3 verleend worden in de vorm van een toelage die op degressieve wijze als volgt wordt vastgesteld :

a) € 10.000 voor het eerste jaar;

b) € 7.500 voor het tweede jaar;

c) € 5.000 voor het derde jaar.

Wanneer de duur van de toekenning van de financiële incentive kleiner is dan drie jaar en als de onderneming om een verlenging ervan verzoekt of een nieuwe aanvraag om financiële incentive die geen verhoging van het werkstellingsvolume als gevolg heeft, later indient, kan die incentive maximum voor het resterende saldo van de periode van drie jaar en volgens de in het eerste lid bedoelde degressiviteitsmodaliteiten toegekend worden. Elke aanvraag om verlenging van de financiële incentive moet in de vorm en volgens de modaliteiten bepaald in artikel 8, § 1, door de onderneming ingediend worden minstens drie maanden vóór het verstrijken van de duur vastgesteld in de oorspronkelijke beslissing.

§ 2. De financiële incentive wordt jaarlijks verhoogd met een bedrag van € 2.500 wanneer de aanwerving betrekking heeft op :

1° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die op de datum van de aanwerving de leeftijd van dertig jaar heeft bereikt;

2° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die op de datum van de aanwerving niet is tewerkgesteld in een periode berekend zes maanden na het einde van de geïndividualiseerde begeleiding bedoeld in het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling;

3° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die op de datum van de aanwerving de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt;

4° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die op de datum van de aanwerving houder is van een getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad;

5° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die bij het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) geregistreerd is en die het voorwerp heeft uitgemaakt van een tegemoetkoming van dit agentschap;

6° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende die op de datum van de aanwerving deel uitmaakt van de drie eerste aanwervingen verricht door de onderneming;

7° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende van wie de aanwerving de economische groei van de onderneming bevordert, ofwel door de modernisering van managementtechnieken, ofwel door de steunverlening voor de uitvoer van de productie van Waalse goederen en diensten, ofwel door de significante verbetering van producten, productietechnieken, processen en diensten via de ontwikkeling van innoverende technologieën of van het toegepast onderzoek;

8° een in artikel 3 bedoelde werkzoekende van wie de aanwerving als doel heeft de ontwikkeling van de werking of van de activiteit van de onderneming naar de duurzame ontwikkeling aanzienlijk te verbeteren.

§ 3. In geval van cumulatie van de in § 2 bedoelde criteria, behalve die bedoeld in 7° en 8° die onder elkaar niet kunnen worden gecumuleerd, wordt de in § 1 bedoelde financiële incentive jaarlijks verhoogd met een bedrag van maximum € 5.000 per jaar en per werknemer zonder dat het geheel van de bedragen van de jaarlijkse incentives 55.000 euro per onderneming en per belastingjaar overschrijdt.

§ 4. In afwijking van artikel 3 en met uitzondering van de toepassing van de verhogingen bedoeld in de §§ 2 en 3, kan de Regering de in § 1 bedoelde financiële incentive voor de aanwerving van een werkende werkzoekende die aan de voorwaarden van § 2, 6°, voldoet, voor maximum drie jaar toekennen in de vorm van een toelage die op degressieve wijze als volgt wordt vastgesteld :

a) € 7.500 voor het eerste jaar;

b) € 5.000 voor het tweede jaar;

c) € 2.500 voor het derde jaar.

§ 5. De Regering kan de bedragen van de financiële incentive, met inbegrip van het bedrag dat per onderneming bedoeld in § 3 niet overschreden moet worden en de categorieën begunstigden aanpassen naar gelang van de beschikbare begrotingsmiddelen en van het in artikel 17 bedoelde evaluatieverslag en van de ontwikkeling van de nationale en Europese referentiewetgevingen die rechtstreeks verband houden met dit decreet, waaronder de wijzigingen die in de Europese regels die *de minimis-steun* regelen aangebracht zouden worden.

§ 6. De financiële incentive die in voorkomend geval overeenkomstig § 2 verhoogd wordt, wordt berekend en uitbetaald naar gelang van de arbeidsregeling van de werknemers tewerkgesteld tijdens de duur van de beslissing tot toekenning van de financiële incentive ten opzichte van een voltijdse tewerkstelling tijdens één jaar. Als de tewerkstelling deeltijds is, wordt de financiële incentive naar rato van het werkelijke tewerkstellingspercentage ten opzichte van het deeltijdse tewerkstellingspercentage uitbetaald.

Art. 6. De bedragen van de financiële incentives worden jaarlijks in januari geïndexeerd door de bedragen van het vorige jaar (n-1) te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar (n-1), verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar vóór het vorige jaar (n-2).

Die indexering mag niet hoger zijn dan de groeivoet van het begrotingskrediet van het lopende jaar betreffende de steun.

Art. 7. De financiële incentive die aan de onderneming per werknemer wordt toegekend, mag niet hoger zijn dan de kostprijs die door de onderneming voor die werkgever daadwerkelijk gedragen wordt.

Onder door de werkgever daadwerkelijk gedragen kostprijs wordt verstaan, elke uitgave verricht door de werknemer wegens een wettelijke, reglementaire verplichting of voortvloeiend uit een verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst; die uitgave omvat met name :

1° de bruto bezoldiging van de werknemer voor de werkelijke arbeidsprestaties en de wettelijk gelijkgestelde arbeidsprestaties, na aftrek van de terugbetalingen van derden;

2° het op die prestaties wettelijk verschuldigde vakantiegeld

3° de eindejaarspremie;

4° de patronale sociale zekerheidsbijdragen (RSZ, RJV) en de bijzondere bijdragen na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van patronale sociale zekerheidsbijdragen die de werknemer geniet;

5° de vervoerkosten voor de woonplaats-werplaats.

Uitgesloten worden, de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van kosten gedaan door de werknemer voor de rekening van de werkgever, de kosten van sociaal secretariaat en de premies gestort in het kader van de verzekering arbeidsongeval krachtens de wet van 10 april 1971, de kosten voor de arbeidsgeneeskunde, de patronale bijdrage in de maaltijdschèques, de vrijgevheden en gratificaties.

De aan de werkgevers toegekende steun leeft de regels voor de cumulatie van steun van de *minimis-Verordening* na.

Art. 8. § 1. De onderneming die de toekenning van de financiële incentive wenst aan te vragen moet een aanvraag richten aan de Directie Tewerkstellingbevordering van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, hierna de

administratie genoemd, per e-mail, middels een formulier waarvan het model en de inhoud wordt vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling, hierna de Minister genoemd, en volgens de modaliteiten die hij bepaalt. De onderneming kan haar aanvraag op papier versturen volgens de modaliteiten bepaald door de administratie.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen de vijf dagen na ontvangst ervan. Indien de aanvraag onvolledig is, informeert de administratie de aanvrager binnen dezelfde termijn en beschikt hij over een termijn van vijftien dagen om de aangevraagde informatie en documenten over te maken. Zoniet verwittigt de administratie de aanvrager dat zij geen gevolg geeft aan zijn aanvraag. De aanvrager mag een termijnverlenging vragen om de aanvullende stukken te verstrekken. Dat verzoek moet gemotiveerd zijn.

§ 3. Wanneer de aanvraag volledig is, gaat de administratie na of ze ontvankelijk is.

Om ontvankelijk verklaard te worden, moet de aanvraag voldoen aan de toegangsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3 en niet leiden tot een overschrijding van de bedragen bedoeld in artikel 2, § 2 van het minimis-Reglement.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, verwittigt de administratie de onderneming binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst van de volledige aanvraag en geeft zij geen gevolg aan de aanvraag.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt de administratie de aanvraag en maakt zij het volledige dossier alsook een behoorlijk met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister over binnen twintig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag.

§ 4. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier verstuurd door de Administratie neemt de Minister een gemotiveerde beslissing tot toekenning of weigering.

Binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing wordt de administratie ermee belast die beslissing door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen, aan de onderneming mede te delen en dient zij de Dienst per e-mail te verwittigen.

Art. 9. De jaarlijkse financiële incentive wordt door de Dienst uitbetaald per driemaandelijke schijf, het eerste kwartaal begint te lopen vanaf de aanwerving van de werkzoekende.

Elke driemaandelijke schijf wordt uitbetaald vóór het einde van de eerste maand van het daaropvolgende kwartaal, na verificatie door de Dienst van de volgende gegevens :

- 1° de toegangsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 2 en 3 worden altijd nageleefd;
- 2° de aanwerving van de niet-werkende werkzoekende is uitgevoerd en de tewerkstelling loopt nog steeds;
- 3° de verhogingsvoorwaarden bedoeld in artikel 5, § 2, zijn, in voorkomend geval, vervuld;
- 4° de verplichtingen van de werkgever bedoeld in de artikelen 10 en 11 worden nageleefd;

De stukken ter bevestiging van de gegevens bedoeld in het eerste lid, waaronder onder meer het afschrift van de arbeidsovereenkomst van de werkzoekende, worden bepaald door de Minister volgens een model dat hij bepaalt. Deze stukken moeten aan de Dienst worden overgemaakt vóór de vijftiende dag na het einde van het kwartaal waarvoor de schijf wordt uitbetaald.

De onverschuldigd gestorte steun wordt overeenkomstig artikel 14, § 2, vijfde lid, teruggevorderd.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de ondernemingen*

Art. 10. § 1. De onderneming die van een beslissing tot toekenning van de financiële incentive heeft genoten, moet de volgende voorwaarden in acht nemen :

1° een niet-werkende werkzoekende in dienst nemen zoals bedoeld in artikel 3 in het kader van een arbeidsovereenkomst die conform is met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die afgesloten is voor een voltijdse of een deeltijdse betrekking die minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking, met een bepaalde of onbepaalde duur in een bedrijfseenheid van de onderneming die in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest gelegen is;

2° de werkzoekende, onverminderd een regelingsloon dat voor hem gunstiger zou zijn, een bezoldiging toekennen die minstens gelijk is aan de bezoldiging die is vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten die al naargelang het geval op interprofessioneel, sectoraal, subsectoraal of ondernemingsniveau zijn afgesloten, daarbij inbegrepen de loonsverhogingen, het vakantiegeld en de andere voordelen die van toepassing zijn in de onderneming;

3° aan de verplichtingen voldoen die voorzien zijn :

- a) door de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- b) door de sociale, fiscale, en milieuwetgevingen en regelgevingen en die haar activiteit regelen of zich ertoe verbinden orde op zaken te stellen binnen de termijnen vastgesteld door de bevoegde administratie;
- c) door de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 2. De onderneming moet bovendien :

1° het aantal in dienst genomen werknemers behouden, berekend in voltijdse equivalenten in verhouding tot de gemiddelde referentiebezetting opgesteld tijdens de vier kwartalen vóór de indiening van de aanvraag om toekenning van de financiële incentive;

2° de referentiebezetting van een voltijdse equivalent bedoeld in de beslissing tot toekenning verhogen tijdens een periode die dubbel zo lang is als de in deze beslissing vastgelegde duur;

3° de administratie verwittigen in geval van daling van de referentiebezetting.

Onder referentiebezetting wordt verstaan het geheel van de werknemers die door de werkgever via de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid worden aangegeven in de volgende RSZ categorieën, zoals bedoeld in bijlage 2 bij het glossarium van de RSZ :

- 1° tijdelijke arbeiders in de tuinbouw en de landbouw en gelegenheidsarbeiders in de Horeca : code 010;
- 2° arbeiders van bijzondere categorie die op basis van forfaitaire bezoldigingen moeten worden aangegeven, met uitzondering van de leerlingen : code 011;
- 3° gehandicapte arbeiders, met uitzondering van de leerlingen : code 012;
- 4° arbeiders van gewone categorie, met uitzondering van de leerlingen : code 014;
- 5° arbeiders en gelijkgestelden, met uitzondering van de leerlingen : code 015;
- 6° gelegenheidsbedienden in de Horeca : code 490;
- 7° gehandicapte bedienden, met uitzondering van de leerlingen : code 492;
- 8° gewone bedienden, met uitzondering van de leerlingen : code 495;

9° gelegenheidsbedienden : code 496;

De referentiebezetting wordt bepaald in de beslissing tot toekenning van de financiële incentive.

De Regering kan de RSZ categorieën vermeld in het tweede lid aanpassen naargelang van de evolutie van de wijzigingen van de nationale en Europese referentiewetgevingen die in rechtstreeks verband staan met dit decreet.

Indien blijkt dat het niveau van de werkgelegenheid niet nageleefd kan worden wegens overmacht of economische moeilijkheden waarvan geacht wordt dat ze een bedreiging vormen voor het voortbestaan van de onderneming, kan de Minister, volgens de modaliteiten die hij bepaalt, afwijken van de voorwaarde om de referentiebezetting te handhaven of te verhogen, voor een bepaalde duur van één jaar dat eventueel verlengd kan worden. Zoniet kan een strafprocedure worden ingesteld overeenkomstig artikel 14.

Art. 11. De werknemer kan worden aangeworven vanaf de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de financiële incentive en, uiterlijk, binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van deze beslissing.

In geval van vervanging, wordt de werknemer aangeworven binnen een termijn van zes maanden met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de te vervangen werknemer vertrekt. De Minister bepaalt de toekenningsmodaliteiten van de verhogingen in geval van vervanging.

Als een aanwerving na deze termijnen plaatsvindt, wordt er geen financiële incentive voor de betrokken werknemer uitbetaald.

Art. 12. In geval van fusie, splitsing door overname van een onderneming of fusie, splitsing door oprichting van een nieuwe onderneming worden de financiële steun alsook de rechten en verplichtingen i.v.m. deze steun, aan de overnemende onderneming overgedragen voor zover deze onderneming ook voldoet aan de voorwaarden om toegang te krijgen tot de financiële incentive.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en sancties*

Art. 13. Bij gebrek aan indiening van de werknemer of vervanging van de werknemer die de onderneming definitief heeft verlaten binnen een termijn van zes maanden zoals bedoeld in artikel 11, richt de Dienst aan de werkgever uiterlijk de tiende dag van de vijfde maand volgend op de ingang van de termijn van zes opeenvolgende maanden, een schrijven dat vaste datum verleent aan de verzending waarin zijn verplichtingen worden opgesomd alsook de termijn waarbinnen hij aan deze verplichtingen moet voldoen.

Na afloop van deze termijn van zes maanden en nadat het schrijven bedoeld in het eerste lid werd verzonden, geeft de Dienst per schrijven dat vaste datum verleent aan de verzending kennis aan de onderneming van het verlies van de toekenning van de financiële incentive.

Art. 14. § 1. Bij niet naleving van de verplichtingen afgekondigd door dit decreet kan de Minister, na een bij aangetekende brief betekende verwittiging door de administratie, en na het verhoor bedoeld in § 2, beslissen om :

1° de financiële incentive geheel of gedeeltelijk op te schorten voor een termijn die de onderneming in de mogelijkheid stelt om haar niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° een einde te maken aan de beslissing tot toekenning of weigeren om deze financiële incentive geheel of gedeeltelijk uit te betalen;

3° de gehele of gedeeltelijke terugbetaling te vragen van deze financiële incentive en de desbetreffende kosten, met name in het geval van een cumulatie van de steun met andere voorzieningen met dezelfde doeleinden. In geval van gedeeltelijke terugbetaling van de financiële incentive wordt het geacht in verhouding te staan tot de vastgestelde overtredingen.

Het niet-naleven van de verplichtingen wordt bevestigd door de inlichtingen verstrekt door de administratie, de Dienst of de personen belast met het toezicht en de controle overeenkomstig artikel 16 van dit decreet.

§ 2. De verwittigingsbrief nodigt de onderneming uit om haar opmerkingen mee te delen binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven.

Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de aanvraag kan de betrokken persoon, op zijn verzoek, door een comité worden gehoord dat samengesteld is door vier leden van de administratie aangewezen door de Minister.

De administratie maakt het dossier over aan de Minister ter beslissing, in voorkomend geval vergezeld van het advies van het comité, binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de opmerkingen of van het verhoor indien het plaats heeft gevonden.

De administratie geeft per schrijven dat vaste datum verleent aan de verzending kennis van de beslissing bedoeld in § 1 aan de betrokken onderneming en, per mail, aan de Dienst.

De Dienst wordt ermee belast de onrechtmatig gestorte sommen met alle rechtsmiddelen terug te vorderen, met inbegrip van het compensatiemechanisme.

§ 3. De onderneming kan in aanmerking komen voor een aanzuiveringsplan als zij een aanvraag richt aan de dienst per schrijven dat vaste datum verleent aan de verzending en tegen de voorwaarden bepaald door de Minister.

Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in een aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd overeenkomstig § 2, vijfde lid.

Art. 15. De Minister ziet toe op de naleving en de verplichtingen bedoeld in dit decreet wat betreft de naleving van de *minimis-steun* en de verplichting voor de begunstigde tot kennisgeving aan de administratie van de andere *minimis-steun* verkregen tijdens de twee voorafgaande belastingjaren en tijdens het lopende belastingjaar.

Art. 16. De controle en het toezicht van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden uitgevoerd volgens de modaliteiten bepaald door of krachtens het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 17. In het opschrift van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector worden de woorden "en de commerciële sector" geschrapt.

De artikelen 5, 6, tweede lid, 19, 19bis, 21, zesde lid, 50, tweede lid, en 51 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector worden, uitsluitend wat betreft de commerciële sector, opgeheven.

In de artikelen 1, 6, eerste lid, 14, 24, vijfde lid, worden de woorden "artikelen 2 tot en met 5" vervangen door de woorden "artikelen 2 tot en met 4".

Art. 18. De beslissingen tot toekenning m.b.t. de werkgevers bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, die genomen zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet maar die uitwerking hebben na deze inwerkingtreding, blijven nog steeds onderworpen aan de bepalingen van het bovenvermelde decreet van 25 april 2002. Deze beslissingen maken niet het voorwerp uit van een verlenging in de zin van artikel 2 van het besluit van 19 december 2002 tot uitvoering van het bovenvermelde decreet van 25 april 2002.

Art. 19. Om de twee jaar en volgens de modaliteiten die zij bepaalt, maakt de Regering een verslag over aan het Waals Parlement over de uitvoering van dit decreet. Bovendien wordt een jaarlijks register van de rechthebbende ondernemingen en van het aantal per categorie aangeworven werkzoekenden aan de Waalse Regering jaarlijks overgemaakt. Dit register wordt volledig geanonimiseerd om aan het Waals Parlement overgemaakt te worden.

Art. 20. Zolang de referentiebezetting bedoeld in artikel 10 niet is vastgelegd op basis van de gegevens verkregen via authentieke bronnen wordt de bezetting bepaald, volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, door een attest van een erkend sociaal secretariaat betreffende het gemiddeld aantal werknemers op jaarbasis, uitgedrukt in voltijds equivalenten, tewerkgesteld door de werkgever tijdens de vier kwartalen vóór de datum van ontvangst van de aanvraag door de administratie of, bij gebrek, door een gelijkwaardig attest van de RSZ.

Art. 21. De termijnen bedoeld in dit decreet zijn vrije dagen. De dag van de akte die de aanvang van de termijn uitmaakt, is niet inbegrepen. De vervalddag is vervat in de termijn. Indien die dag evenwel een zater-, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de eerstkomende werkdag.

In afwijking van het beginsel verwoord in vorig lid worden de termijnen voor de procedure m.b.t. de toekenning en de aanwerving bepaald in dit decreet opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 23. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 775 (2012-2013), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2013.

Bespreking.

Stemming.